

Attac Pays d'Aix se "manifeste" dans "la Campagne"

Jeudi 12 avril, une conférence-débat sur le thème « *Les mouvements sociaux confrontés à la crise écologique* » sera animée par Geneviève Azam, membre du bureau et du Conseil Scientifique d'Attac France. Ce thème a été développé le 24 mars à Paris lors d'un séminaire rassemblant des acteurs du mouvement social (AITEC, Alternatives économiques, Amis de la Terre, Attac, CCFD, CFDT-CGTE, CGT, Confédération paysanne, CRID, FNE, FSU, Global Chance, Greenpeace-France, Politis, 4D, Solidaires), qui s'est conclu sur l'engagement de poursuivre le travail de réflexion et d'action entre toutes les organisations participantes et celles qui ont demandé à s'y joindre. Il s'agit de replacer les exigences sociales et écologiques dans une perspective altermondialiste, car la dégradation sociale et écologique exige des mouvements sociaux, un élargissement de leurs projets et de leurs luttes.

MANIFESTE ALTERMONDIALISTE

A quelques jours du 1er tour de l'élection présidentielle et des législatives qui suivront la question essentielle reste posée :

- comment construire un ordre mondial délivré des contraintes de l'ultra libéralisme imposées par l'OMC (dirigée par le socialiste Pascal Lamy), la Banque Mondiale (dirigée par le néo-conservateur états-uniens Paul Wolfowitz (secrétaire adjoint à la défense de Georges Busch), le Fond Monétaire International et l'Union Européenne et son crédo de la concurrence libre et non faussée.
- comment coordonner les forces sociales pour élaborer des alternatives capables de concilier les revendications sociales (réduction des inégalités sociales, des inégalités Nord-Sud, des inégalités entre hommes et femmes...) et une nécessaire redéfinition de la production et de la consommation capable d'assurer le droit pour tous à un environnement sain et

équilibré et de permettre l'égalité d'accès aux ressources sur la planète. Ce n'est pas la préoccupation essentielle des candidats favoris des médias (Nicolas Sarkozy situe clairement sa politique dans la ligne ultralibérale des néo-conservateurs américains). Attac, avec son « Manifeste altermondialiste Construire un monde solidaire, écologique et démocratique » apporte un premier jet de propositions « pour scier les 7 piliers du libéralisme », qui doivent être largement débattues.

NOTRE EUROPE....

Une autre initiative mérite un large débat dans le contexte électoral actuel : l'évolution des institutions et des politiques de l'Union Européennes. À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'adoption du Traité de Rome, les ATTAC d'Europe ont publié les « 10 principes pour un traité démocratique pour l'Union européenne ». L'élaboration de ce texte a montré la nécessité d'ouvrir largement les débats pour surmonter les différences d'appréciation, liées soit à l'avancée de la réflexion sur « l'Europe que nous voulons », soit aux différences institutionnelles et politiques entre les différents pays. L'organisation européenne mise en place par Attac, se révèle à cette occasion comme un outil unique pour l'élaboration de politiques alternatives. Ces contributions d'Attac ont évidemment pour vocation de déborder largement le cadre des joutes électorales et de constituer une contribution à l'élaboration d'un cadre unitaire de réflexion pour le mouvement altermondialiste en France.

LE « DÉBOUCHÉ POLITIQUE » DU MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE

Au 1er avril 2007 le mouvement altermondialiste est écartelé entre diverses candidatures, sans compter l'attrait du « vote utile » pour Ségolène Royal, voire François Bayrou ou celui de l'abstention. Après l'espoir né de la coalition du NON au TCE et du résultat du

Nos rendez-vous

Attac pays d'Aix au Ligoures
Maison des associations,
Le Ligoures, place Romée
de Villeneuve, Encagnane, Aix

Jeudi 12 avril à 19h00

**ATTAC se manifeste
dans la campagne :**

**Les mouvements sociaux confrontés
à la crise écologique.
Conférence débat avec
Geneviève AZAM, membre du Bureau
et du Conseil Scientifique
d'Attac France.**

Jeudi 10 mai à 19h00

« Les migrations »

**- les origines de l'émigration. Qu'est
ce qui pousse les gens à émigrer?
- l'évolution de la législation
en France.**

**Avec Jean-Pierre CAVALIER
de la Cimade**

FÊTE d'Attac 13

Samedi 16 juin à partir de 14h00

**Au parc de Valabre à Gardanne
Avec la présence
d' Aurélie TROUVE
Co-présidente d'Attac France**

29 mai, la désillusion peut être profonde parce qu'un facteur essentiel a été omis, ou volontairement relégué au second plan dans les débats préliminaires à la désignation « du » candidat : l'enjeu pour les partis d'être présents dans les assemblées élues avec les conséquences politiques et financières qui en découlent. Mais aussi parce que conjuguer diversité et unité est un exercice difficile (dans lequel Attac elle-même a risqué de perdre « son âme » dans la même période) qui demande un temps de maturation. C'est pourquoi nous proposons un rendez-vous le 16 juin pour la fête des Comités Attac des Bouches du Rhône à Gardanne à la veille du second tour des législatives pour relancer le chantier des alternatives unitaires altermondialistes.

Bernard Lagune

**AGENDA
DU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2007**

Mardi 03 avril 2007 à 19h30
Attac au Jas de Bouffan
Projection, suivie d'un débat,
d'une "fiction" :
"Poison d'avril" sur les
magouilles pré- électorales
et l'ambiance dans les rédac-
tions des JT faisant référence
à l'élection présidentielle de
2002. Salle Le Cèdre à
l'AGESA, av du Deffens,
au Jas de Bouffan - Aix en Pce

Mercredi 11 avril 2007 à 19h00
Cours d'économie de Renaud
Gallimard
Salle de la Bibliothèque, Centre
Jean Paul Coste, av JP Coste,
Aix en Pce.

Jeudi 12 avril 2007 à 19h00
Attac au Ligoures
ATTAC se manifeste dans la
campagne : Les mouvements
sociaux confrontés à la crise
écologique Conférence débat
avec Geneviève AZAM, mem-
bre du Bureau et du Conseil
Scientifique d'Attac France.
Maison des associations,
Le Ligoures, pl Romée de
Villeneuve, Encagnane -
Aix en Pce.

Mardi 17 avril 2007 à 19h30
Attac au Jas de Bouffan
Nouvelle projection de "EDF,
les apprentis sorciers",
(deuxième mesure de rupture
du manifeste) avec un débat
sur la "privatisation de
l'énergie" animé par Jean
Pugens, syndicaliste.
Salle Le Cèdre à l'AGESA,
av du Deffens, au Jas de
Bouffan - Aix en Pce

Mercredi 09 mai 2007 à 19h00
Cours d'économie de Renaud
Gallimard.
Salle de la Bibliothèque, Centre
Jean Paul Coste, av JP Coste,
Aix en Pce.

Jeudi 10 mai 2007 à 19h00
Attac au Ligoures
"Les migrations" avec
Jean-Pierre Cavalier de la
Cimade
- les origines de l'émigration.
Qu'est ce qui pousse les gens
à émigrer?
- l'évolution de la législation
en France.
Maison des associations, Le
Ligoures, pl Romée de
Villeneuve, Encagnane -
Aix en Pce.

Mardi 15 mai 2007 à 19h30
Attac au Jas de Bouffan
« Le Conseil Scientifique
d'Attac se "manifeste" »

Aix-croissance : réunion les 1er lundi du mois à 20h
contact Dany Tressera : 06 15 09 38 01 chundany@aol.com

Dettes / Taxe Tobin : réunion les 1er lundi du mois à 19h30
chez Raymonde Lagune
Contact : Raymonde Lagune 04 42 96 66 46 / Anne-Marie
Quetglas 04 42 27 97 94

Économie solidaire / Cigale : réunion 4ème jeudi du
mois : contact : Ernest Hussy 04 42 92 67 15

Environnement : chez AM Quetglas, 22 res St Benoît
av de la Cible Tel : 04 42 27 97 94

Femmes, genre et Mondialisation : contact : Claudine
Blasco 04 94 78 58 69

Préparation des réunions publiques
(Jas et Ligoures): contact : M et J Fourny 04 42 21 65 45
et Jacques Villar 04 42 27 21 87

G R O U P E S D E T R A V A I L

Cours d'économie de Renaud Gallimard : le 2^{ème} mercre-
di du mois à 19h00, salle de la bibliothèque, Centre JP

Coste contact : Mirka Sevcikova : 06 64 52 03 56

Stand marché Richelme : samedi à partir de 10h00:
contact Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

Stand marché Bois de l'Aune (Jas) samedi à partir de
10h30: Contact J.et M Fourny 04 42 21 6545

Tractage : contact Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

Responsable fichier adhérents :
Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

Contact presse : Dany Tressera 06 15 09 38 01

Débat sur le "Manifeste"
introduit par la projection des
vidéos de présentation de
chacun des thèmes, par des
membres connus d'Attac
France. Salle Le Cèdre à
l'AGESA, av du Deffens, au Jas
de Bouffan - Aix en Pce

Mardi 05 juin 2007 à 19h30
Attac au Jas de Bouffan
Nouvelle projection du "Bien
Commun", (quatrième pilier
du manifeste) avec une mise
à jour. Salle Le Cèdre à
l'AGESA, av du Deffens, au Jas
de Bouffan - Aix en Pce

Mercredi 13 juin 2007 à 19h00
Cours d'économie de Renaud
Gallimard. Salle de la Biblio-
thèque, Centre Jean Paul
Coste, av JP Coste, Aix en Pce.

Jeudi 14 juin 2007 à 19h00
Attac au Ligoures
Réunion de fin d'année.
Maison des associations,
Le Ligoures, pl Romée de
Villeneuve, Encagnane
- Aix en Pce.

Samedi 16 juin
à partir de 14h00
Fête d'Attac 13 au Parc
de Valabre à Gardanne
Avec la présence d'Aurélié
Trouvé, co-présidente d'Attac
France

Mardi 19 juin 2007 à 19h30
Attac au Jas de Bouffan
L'économie solidaire et les
CIGALES, et en particulier la
CIGALES "La Mouette", qui a
déjà financé plusieurs réalisa-
tions et à laquelle participent
plusieurs adhérents d'Attac
Pays d'Aix.
Salle Le Cèdre à l'AGESA,
av du Deffens, au Jas de Bouf-
fan - Aix en Pce.

Attac résiste, Attac se manifeste,
les comités locaux des BdR organisent la
Fête d'Attac 13 le samedi 16 juin 2007 à Valabre

C'est désormais une tradition : les comités locaux d'Attac du 13 organisent ensemble une fête populaire dans le parc communal de Valabre sur la route entre Gardanne et Aix en Provence. En cette année électorale, la fête aura lieu la veille du second tour des législatives et sera l'occasion de discussions sur le bilan et les perspectives du mouvement de résistance au libéralisme. Au programme : animations artistiques et présentation d'actions citoyennes, débats et conférence, concert en collaboration avec La Fonderie, sans oublier les fameux stands de restauration et la buvette. Et cette année, c'est Aurélié Trouvé, nouvelle co-présidente d'Attac-France, qui animera le débat central « Propositions anti-libérales pour l'Europe et Manifeste d'Attac ». Retenez votre samedi 16 juin 2007, le programme complet vous parviendra bientôt.
Nota : les adhérents motivés sont toujours les bienvenus pour contribuer à l'organisation de l'évènement (Contacter Gérard Guieu au 04 42 27 47 92).

Compte rendu de l'Assemblée Générale d'Attac pays d'Aix

Jeudi 22 mars, lors de notre assemblée générale, 70 adhérents (55 présents et 15 par procuration), ont approuvé à l'unanimité les rapports d'activité et financier et ont élu un nouveau Conseil d'Administration de 14 membres. Ce nouveau CA a désigné un bureau : une co-présidence respectant la parité avec Valérie Brûlant et Gérard Guieu et un trésorier, Bernard Lagune. Pendant la première partie de l'AG les adhérents se sont exprimés sur le bilan et les perspectives de notre comité local. « La crise interne d'Attac est à déplorer - a été bien gérée par le CA d'Attac pays d'Aix - Néanmoins, Attac doit poursuivre son activité, est même indispensable de par sa mission d'éducation populaire et sa lutte contre le libéralisme ». L'effectif de militants actifs s'affaiblit du fait d'un essoufflement mais aussi du contexte de campagne électorale dans laquelle beaucoup s'investissent. C'est cependant un problème dont il faut se préoccuper, de même que remobiliser les jeunes, absents ce 2ème semestre. Nous rappelons que le 1er acte militant est de cotiser, l'apport financier d'Attac venant essentiellement des adhésions. La 2^{ème} partie de l'AG a été consacrée au Manifeste d'Attac avec un diaporama expliquant les 7

pilliers du libéralisme à scier, quelques unes des 102 mesures, ainsi que la philosophie de ce document, ce qui a été très apprécié par les participants. Nous avons clos la soirée autour d'un pot offert par Artisans du Monde. Une évolution de notre activité à vous préciser : Dès la rentrée nous proposerons 2 réunions publiques par mois au lieu de 3, préparées par une même équipe (contact Michelle et Jean Fourny et Jacques Villar) : une au Jas de Bouffan le mardi et une au Ligoures le jeudi. Nous souhaitons travailler plus en réseau avec les collectifs et associations locales, comme le CED'Aix (Contre l'exclusion à Aix) dont le contact pour Attac sera Daniel Hazera et VSP (Vivent les Services Publics) dont le contact est Vincent Porelli. La 5^{ème} page de la Lettre est d'ailleurs consacrée à l'appel de VSP sur la menace qui pèse sur la Poste, et en page 6 leur bulletin d'adhésion. Enfin voici la composition du nouveau CA : Anne-marie Alary, Valérie Brûlant, Jocelyne Ducrocq, Mhamed El Yagoubi, Michelle Fourny, Gérard Guieu, Daniel Hazera, Rémy Jean, Bernard Lagune, Raymonde Lagune, Mireille Maurel, Anne-marie Quetglas, Mirka Sevcikova, Jacques Villar.

Valérie Brûlant

EDF, les apprentis sorciers

“Va-t-on remplacer ce qui existe et marche bien par quelque chose qui a fait faillite partout?” C’est la question que pose le documentaire “EDF, les apprentis sorciers” qui servira de support à notre réunion au Jas de Bouffan le mardi 17 avril.

Pendant plus de 50 ans, EDF, service public, a assuré avec succès la production, le transport et la distribution de l’électricité en France. Selon son ancien PDG, F. Roussely, “EDF, c’est le prototype du monopole régulé qui a réussi”.

Mais, la directive européenne de 1996 sur la “dérégulation du marché” de l’électricité et la loi française de 2000 sur la “modernisation” du service public de l’électricité sont venues bouleverser ce monopole régulé. La loi du 07-12-2006 poursuit la transposition en droit français des directives européennes de libéralisation de l’électricité et du gaz. Ce bien vital dont le législateur avait fait en 1946 un service public, devient une “marchandise”. Les libéraux clament une victoire idéologique qui va permettre à des entreprises privées de faire des bénéfices colossaux.

Après les “clients” professionnels et les collectivités locales, les usagers domestiques auront, à compter du 01-07-2007 la “liberté de choisir un fournisseur d’électricité et de gaz en faisant jouer la concurrence”.

Pourtant, là où il a déjà été mis en place, le marché concurrentiel de l’électricité a entraîné de graves dysfonctionnements : pannes, pénuries, sous investissements et hausse des tarifs. Malgré ces échecs, la libéralisation se poursuit en application des directives européennes.

L’électricité et le gaz sont des biens de première nécessité. Le droit à l’énergie ne peut reposer sur la loi du profit.

Dans son “Manifeste altermondialiste”, Attac revendique pour l’énergie, comme pour l’eau et tous les biens communs, un statut mondial et une gestion publique. Attac demande au gouvernement issu des élections de 2007 de prendre huit mesures urgentes dont “l’arrêt immédiat du processus de libéralisation du marché de l’électricité et la mise en place d’un service public de l’énergie fondé sur l’égalité de traitement des usagers par une péréquation des tarifs”.

Attac est aussi signataire d’une pétition demandant l’arrêt de ce processus de libéralisation, pétition incluse dans “Lignes d’Attac” de mars 2007.

J et M Fourny

ATTAC se manifeste dans la campagne Conférence - débat jeudi 12 avril à 19h00

« les mouvements sociaux confrontés à la crise écologique » avec Geneviève AZAM, membre du bureau et du Conseil Scientifique d’Attac France Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, Encagnane, Aix en Provence

Le thème de la conférence, “Les mouvements sociaux confrontés à la crise écologique” a été développé lors du séminaire du 24 mars à Paris et renvoie au 2ème pilier du Manifeste d’Attac :

“une planète durable car la nature n’est ni un réservoir ni un dépotoir”.

« La question sociale » n’a traditionnellement pas inclus la dimension écologique : les revendications sociales se sont surtout construites autour du travail, de la propriété, des inégalités et de la redistribution. Les limites physiques à la croissance et la finalité sociale de la production sont passées au second plan. Le caractère global de la crise écologique, joint à la démission des États face aux intérêts des firmes transnationales, exigent des mouvements sociaux un élargissement de leurs projets et de leurs luttes. Car le mode de développement productiviste, étendu à l’ensemble du monde, loin de réaliser la promesse d’un progrès pour l’ensemble de l’Humanité, menace l’équilibre écologique de la planète et ruine les valeurs d’égalité, de justice et de solidarité. Les mouvements écologistes s’interrogent sur la question sociale, et notamment dans sa dimension Nord-Sud.

Nous devons ensemble répondre à la question suivante : comment « croiser » et faire converger les campagnes contre le développement prédateur et polluant, les mouvements à finalité sociale, les mouvements paysans pour une autre agriculture et les mouvements à finalité directement environnementale ? Il est de notre responsabilité collective d’y parvenir.

Geneviève Azam a participé à l’élaboration du manifeste Altermondialiste d’Attac. **Nous souhaitons faire de cette soirée un moment fort en invitant élus, partis politiques, syndicats et associations écologistes.**

Réveillons le débat sur les institutions de l’union Européenne

Au moment où est célébré le cinquantième anniversaire du Traité de Rome, fondateur de la construction européenne, seize Attac d’Europe (Attac Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Jersey, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Suède, Suisse) ont rendu publique une déclaration intitulée : « Vers une refondation de l’Union européenne. Les 10 principes d’Attac pour un traité démocratique ». Cette déclaration réaffirme le refus de voir l’Europe libérale constitutionnalisée. Elle exige « une assemblée nouvelle et démocratique, élue directement par les citoyens de tous les États membres, qui sera mandatée pour élaborer un nouveau projet de traité, avec la participation effective des Parlements nationaux », ce projet devant « être soumis à référendum dans tous les États membres ».

Attac-France a réuni à Paris le 24 mars, lors de la soirée publique « Attac réveille l’Europe ! Notre Europe est possible », plusieurs des signataires de cette déclaration (Attac Allemagne, Attac Grèce et Attac Pays-Bas) pour

confronter les approches alternatives à l’Europe néolibérale. L’engagement de tous les Attac d’Europe a été scellé autour de la démocratie de telle sorte que les citoyens soient les maîtres-d’œuvre des traités devant régir l’organisation politique de l’Europe et des politiques économiques et sociales qui seront menées.

L’enjeu est primordial parce que la déclaration de Berlin, signée le 25 mars par les seuls responsables des trois institutions européennes stipule que « nous partageons l’objectif d’asseoir l’Union européenne sur des bases communes renouvées d’ici les élections au Parlement européen de 2009 », ce qui signifie clairement que les peuples européens seront exclus de la décision. En aucun cas les Attac d’Europe n’accepteront que le défunt « Traité constitutionnel européen » soit remis sur ses rails au travers d’une « rénovation » comme l’entend Angela Merkel. Il n’y a pas de rénovation possible du néolibéralisme. Il n’y a de possible que la construction d’une Europe « sociale, écologique et démocratique ».

Bernard Lagune

Arrêt des poursuites contre les militants de RESF et Florimond Guimard

Depuis plusieurs mois, des actions en solidarité avec les Sans Papiers se font jour : manifestations, parrainages citoyens, accompagnements en préfecture, pétitions, présence dans les tribunaux, débats publics, hébergements d'urgence... Ces actes sont le reflet d'une prise de conscience dans l'opinion face à une politique liberticide menée par le gouvernement. Ils portent en eux-mêmes les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et constituent une défense des droits de l'Homme : droit de vivre en famille, droit à la scolarité, droit à la sécurité, droit à la santé...

Au lieu de traiter le problème sur le fond, le gouvernement choisit de criminaliser ces actions citoyennes.

Le 11 novembre 2006, près de 200 personnes, militants syndicaux, associatifs, politiques, des élus républicains, des membres du Resf13, des citoyens... manifestent de manière déterminée mais non violente à l'aéroport de Marseille-Provence contre l'expulsion d'un père de famille de deux enfants scolarisés à Marseille et la mettent en échec.

Plus d'un mois après ces événements, Florimond Guimard, professeur des écoles à Marseille, militant syndical et associatif, était placé en garde à vue et devra comparaître le 20 Avril à 14h devant le Tribunal Correctionnel d'Aix en Provence (40 Bd Carnot) pour « violence en réunion avec arme par destination ».

Pourtant aucun blessé n'a été déploré ce jour, si ce n'est 1 jour d'ITT concernant un policier dont le pouce aurait heurté une barrière et quelques éraflures côté manifestants. Florimond Guimard a par ailleurs suivi à distance la voiture de police qui emmenait le père de famille à expulser. Voilà ce que sont les « violences en réunion et avec arme » (la voiture !) dans ce dossier, faits passibles de 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

Florimond Guimard n'est pas un délinquant adepte des violences. C'est un militant syndical, particulièrement investi dans le RESF13, et un pédagogue dont le travail est reconnu.

Nous demandons l'arrêt immédiat des poursuites contre ce militant des droits de l'homme et contre tout militant de RESF.

Migration : Où est le problème ?

Les migrations existent depuis les débuts de l'humanité, toutes les nations en sont le produit, c'est une pratique humaine complexe aux raisons diverses que la Déclaration des Droits de l'Homme a traduit en droit dans son article 13 : *“Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. Toute personne a le droit de quitter tout pays y compris le sien et de revenir dans son pays”* Aujourd'hui les migrations s'inscrivent dans la phase néolibérale de la mondialisation. Dans le vaste marché planétaire qui prône la mobilité des travailleurs et la permet techniquement, les migrations devraient aller de soi car elles font partie du système .

De fait les populations circulent sur la planète : touristes, hommes d'affaires; réfugiés ou travailleurs en recherche d'emploi mais on ne reconnaît pas à tous la même légitimité à circuler. Pour les 200 millions que l'on définit comme migrants la répartition semble pourtant plutôt équilibrée :

- un tiers se déplace d'un pays développé à l'autre,
- un tiers va d'un pays du Sud à un autre pays du Sud,
- enfin seul le dernier tiers va du Sud au nord.

Nous sommes loin de l'image d'une déferlante de toute la misère du monde sur les pays développés

Alors où est le problème ? Qui est en droit de se plaindre des migrations ?

Sûrement pas ceux qui profitent du bas coût de la main d'œuvre immigrée, de la précarité des statuts, de la docilité d'une main d'œuvre ignorante de ses droits, qui instrumentalisent ces populations pour

Nous serons présents le vendredi 20 avril 2007 au Tribunal d'Aix en Provence et appelons tous les citoyens indignés par cette criminalisation de l'action militante à nous y rejoindre.

MANIFESTATION 10H à la ROTONDE d'Aix en Provence

Organisations à l'initiative de cet appel : Aix Solidarité, Article 13, Asti Aix, ATTAC 13, ATMF Aix, Ballon Rouge, Cimade Paca, CTRD, FCPE 13, Femmes en Noir 13, FSU, FSU Paca, LCR 13, LDH 13, Mille Babords, MRAP 13, PCF 13, RESF13, Résister, SDU-FSU 13, SGEN-CFDT 13, SNEP, SNES, SNUipp, Solidaires 13, SUD Santé Sociaux 13, SUD-STSF, SUD Education 13, UCIF 13, UDAS, UD CFDT 13, UD CGT 13, Unis avec Bové 13, UJFP 13, VERTS 13...

faire du dumping social et les jettent à la rue quand les délocalisations sont devenues plus profitables. Pourtant selon une apparente contradiction mais en suivant une manœuvre bien connue : celle du bouc émissaire, ceux là mêmes qui font leurs profits sur le dos de la main d'œuvre immigrée sont également ceux qui inventent délibérément le problème de l'immigration pour mieux exploiter, et précariser ces populations en les soumettant à la peur.

Qui en réalité pose problème ? : Celui qui crie au loup !

Selon une autre apparente contradiction les dirigeants politiques qui posent l'immigration comme un problème pour les états riches sont aussi ceux qui depuis des décennies créent par leur politique d'exploitation des pays du Sud, les conditions inexorables de ces migrations .

En effet, les dirigeants des états du Nord ont dès la fin de la colonisation réussi à bloquer toute possibilité de développement des pays du Sud en les poussant à l'endettement avec la complicité des banques et des Institutions financières internationales. Ils ont, dans une suite logique, profité de cet endettement programmé pour imposer aux pays du Sud les redoutables Plans d'Ajustement Structurels, ensemble de mesures économiques ultra libérales largement dénoncées pour leurs effets ravageurs, détruisant les économies de subsistance, ruinant les services publics aggravant la pauvreté, semant la misère et les inégalités et bien sûr poussant les populations aux migrations.

Ces mesures économiques criminelles imposées par les pays riches sont en contradiction totale avec les articles 25, 26,28 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme qui affirment le droit des citoyens à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux

A côté du droit à circuler librement, qui est inaliénable, le droit de chacun à pouvoir vivre décemment dans son propre pays doit aussi être réaffirmé. Ce droit est bafoué en permanence par les états les plus riches au sein de l'OMC, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire International. Ces Etats et les institutions qu'ils manipulent sont des délinquants notoires du point de vue des droits de l'homme les plus élémentaires et devraient être passibles d'une juridiction internationale adéquate. Là est le vrai problème.

Raymonde Lagune

VSP : Rassembler Usagers Syndicats Elus pour que Vivent les Services Publics

Mobilisation pour le service public Postal.

- 1) La situation actuelle.
- 2) Le soutien de VSP13
- 3) Nos propositions.

LA SITUATION ACTUELLE.

La privatisation de la poste avance à grands pas, les premiers touchés et mobilisés, les salariés se sont levés pour défendre leurs conditions de travail et nos intérêts d'usagers. C'est la direction de la Poste qui organise elle-même la casse de ce service public. Avec des méthodes vieilles comme le pouvoir : diviser pour régner. On connaît la séparation d'abord des télécoms puis du service financier en « BANQUE POSTALE », pour privatiser ce qui peut produire des profits, en laissant au public ce qui est moins « rentable », pour expliquer après pourquoi il faut faire des économies dans ces domaines !! Le service du courrier a aussi été divisé en trois secteurs : les colis, déjà soumis à la concurrence avec les entreprises privées, le courrier et les bureaux de poste, qui doivent être des vitrines pour consommer des produits postaux, appelé secteur « Grand Public ».

- **Au Grand Public** : la direction vient de décider la suppression des CDD, donc le non remplacement des agents absents, d'où des temps d'attente de plus de trois quart d'heure en moyenne et surtout des fermetures aléatoires de bureaux au gré de l'insuffisance des effectifs.

Une grève reconductible par groupement : 7 groupements dans les BdR regroupant chacun une trentaine de bureaux ; cette grève appelée par la CGT, SUD, CFDT, FO, CFTC, CGC à débiter le 12 mars. La semaine du 12 c'était le groupement Azur et Colline (Marseille-Sud) qui a débuté avec un taux de 80% de grévistes à l'exécution (guichet) et 21 bureaux affectés sur 22. Depuis le 19 mars c'est Marseille Littoral (Marseille-Nord) qui était en grève, et la semaine du 26 ce sera au tour de Marseille-Côte Bleue (Etang de Berre). Des rassemblements ont eu lieu devant la direction et le C. Régional. Pour l'heure le mouvement a obtenu la

CDIisation de 28 CDD, mais cela ne suffit pas à assurer l'ouverture des bureaux ou des guichets de manière pérenne.

- **A la distribution**, la direction veut instaurer la suppression du facteur titulaire de la tournée pour un système tournant. Il suffit de constater aujourd'hui les difficultés de réception du courrier lorsque le facteur titulaire est remplacé pour deviner ce que cela sera lorsque ces remplacements seront systématisés.

- **à l'acheminement** (centre de tri), les contractuels sont en grève d'1heure par nuit pour obtenir des horaires de travail décents et une valorisation des heures de nuit qui leur permette d'avoir un petit plus que le SMIC. D'autre part le nouveau schéma d'acheminement (Cap Qualité Courrier) va amener à avancer très tôt dans l'après-midi l'heure de levée du courrier. Les lettres postées après cette heure ne partiront que le lendemain (J+2). Mais, en payant plus cher, la poste assurera aussi un service rapide, pour lequel on a déjà droit à une pub, critiquant la poste...payée par la poste elle-même ! Avec les progrès techniques, ce qui était possible à La Poste d'hier doit l'être encore plus aujourd'hui. Si cela ne se fait pas, c'est que la volonté politique n'y est pas. Pire, on peut penser que ces dysfonctionnements sont sciemment organisés afin de mieux tuer le service public de La Poste (comme dans d'autres services publics : hôpitaux, éducation...).

Le soutien de Vivent les services publics.

VSP a participé et pris la parole dans plusieurs assemblées. Louis a même accompagné les syndicats dans leur rencontre avec le Conseil Régional. La démarche de rassemblement usagers - salariés - élus (RUSE) est appréciée par de nombreux postiers. Ceux de Marseille Canebière ont initié une pétition en direction des usagers et ont invité les gens à les envoyer à notre siège ! Nous avons été

interviewés par France 3 Marseille (il semblerait que cela n'est pas passé à l'antenne). Bref VSP est pleinement dans son rôle de défense et de développement des SP. Nous ne pouvons raté ce genre de rendez-vous. Et bien entendu cela ne peut rester le fait d'une petite poignée de militants. Cela doit être l'affaire de « toutes et tous ». A chacun de trouver la mesure de ce qu'il peut faire pour construire le RUSE et l'implication des usagers-citoyens dans les décisions du SP que nous voulons.

Nos propositions.

Nous revendiquons un service postal de qualité partout et pour tous. Cela signifie continuité (pas de fermeture de bureau) avec des moyens permettant une distribution journalière du courrier, des temps d'attente de moins de 10 minutes au guichet. Du personnel formé et compétent. La consultation des usagers pour toutes les réorganisations, mises en place de nouveaux services et produits...

- Nous proposons une démarche commune vers le président de l'association des Maires des BdR, le Conseil Général, vers les autres élus (députés...) et une interpellation du Préfet.

Cette démarche s'accompagne d'une initiative médiatique la faisant connaître.

- L'organisation de réunions publiques en présence d'élus et de postiers partout où cela est possible. Cela devrait être possible dans trois ou quatre arrondissements de Marseille, à Vauvenargues dans le secteur du Puy Sainte

Réparade, de St Cannat-Lambesc.

- Enfin des distributions de tract et reprise de la pétition proposée par les syndicats.

En plus de ces propositions toutes vos initiatives seront bienvenues.

Pour l'efficacité de notre soutien collectif, il serait utile que nous soyons informés voire associés les uns aux autres dans les différentes initiatives de mobilisation. Nous vous re-contacterons donc très prochainement.

Le bureau de VSP

Collectif Départemental
Bouches du Rhône,
Siège : Maison du citoyen,
11 rue Jean Labro 13 016 Marseille
Tel : 04 42 66 00 16
Site : www.v-s-p.org